

Arrêt

n° 298 319 du 7 décembre 2023
dans l'affaire X / VII

En cause : X

Ayant élu domicile : au cabinet de Maître K. STOROJENKO
Franklin Rooseveltlaan 348 bus 3
9000 GENT

Contre :

l'Etat belge, représenté par la Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration

LA PRESIDENTE DE LA VII^{ème} CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 4 décembre 2023, par X, qui déclare être de nationalité russe, tendant à la suspension, selon la procédure d'extrême urgence, de l'exécution d'une « décision de reconduite à la frontière et maintien dans un lieu déterminé en vue d'un transfert vers l'Etat membre responsable », pris le 28 novembre 2023.

Vu le titre 1er bis, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu l'article 39/82 de la même loi.

Vu le titre II, chapitre II, de l'arrêté royal du 21 décembre 2006 fixant la procédure devant le Conseil du Contentieux des Etrangers.

Vu le dossier administratif et la note d'observations.

Vu l'ordonnance du 4 décembre 2023, convoquant les parties à comparaître, le 5 décembre 2023, à 15 heures.

Entendu, en son rapport, N. RENIERS, présidente de chambre.

Entendu, en leurs observations, Me J. PAQUOT *loco* Me K. STOROJENKO, avocat, qui comparaît pour la partie requérante, et Me E. FRANEAU *loco* Me S. ARKOULIS, avocat, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. Les faits utiles à l'appréciation de la cause.

1.1. Le 24 juillet 2023, le requérant a introduit une demande de protection internationale, auprès des autorités belges.

Le 31 juillet 2023, les autorités belges ont adressé une demande de reprise en charge du requérant, aux autorités croates¹.

Les autorités croates ont accepté de reprendre le requérant en charge, le 14 août 2023.

1.2. Le 17 août 2023, la partie défenderesse a pris une décision de refus de séjour avec ordre de quitter le territoire, à l'encontre du requérant.

1.3. Le 28 novembre 2023, la partie défenderesse a pris une décision de reconduite à la frontière et maintien dans un lieu déterminé en vue d'un transfert vers l'Etat membre responsable, à l'encontre du requérant. Ces décisions, qui lui ont été notifiées le même jour, constituent les actes dont la suspension de l'exécution est demandée.

La décision de reconduite à la frontière est motivée comme suit :

« [Le requérant] est reconduit à la frontière de l'état membre responsable et est maintenu à Vottem afin de procéder à l'éloignement effectif du territoire et au transfert vers l'Etat membre responsable, la Croatie, ceci sur base de l'Accord Dublin en date du 14.08.2023.

[...]

En application de l'article 51/5, §4, alinéa 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, il est nécessaire de faire ramener sans délai l'intéressé à la frontière de l'état membre responsable.

Motif pour lequel aucun délai n'est accordé pour le départ volontaire:

L'intéressé n'a pas respecté le délai de retour volontaire (annexe 26 quater). La décision lui a été notifiée le 18.08.2023 avec un délai de 10 jours.

L'évaluation de la violation de l'article 3 de la CEDH en ce qui concerne le transfert vers l'État membre responsable a déjà été effectuée dans la décision de refus de séjour avec ordre de quitter le territoire (annexe 26quater) du 17.08.2023.

L'intéressé n'apporte aucun élément nouveau concernant sa situation médicale et les raisons pour lesquelles il ne souhaite pas se rendre en Croatie dans le formulaire droit d'être entendu du 28.11.2023.

Dans un courrier du 25.09.2023, l'intéressé transmet différents documents médicaux par l'intermédiaire de son conseil en vue de justifier son absence à l'entretien du 26.09.2023. Ces documents font état de troubles psychiques dont il convient de tenir compte dans la présente décision. Une demande d'avis a en conséquence été introduite le 16.11.2023 auprès du médecin-conseiller de l'Office des Etrangers.

Dans sa réponse transmise au Service Suivi OQT le 21.11.2023, le médecin-conseiller de l'Office des Etrangers atteste que, sur la base des informations médicales qui lui ont été soumises le 16.11.2023, il n'y a pas de contre-indication au voyage et que le traitement médical indiqué dans les documents transmis est disponible et accessible dans l'Etat membre responsable du traitement de la demande de protection internationale de l'intéressé, la Croatie.

Cet avis médical est un avis interne visant à vérifier si les soins médicaux nécessaires mentionnés sont disponibles et accessibles dans le pays de transfert de la personne concernée, et si les arguments donnés par cette dernière sont corrects. Il ne s'agit pas d'un avis dans le cadre d'une demande d'autorisation de séjour pour raisons médicales conformément à l'article 9ter de la loi sur les étrangers du 15.12.1980. Les avis médicaux, ainsi que les certificats médicaux fournis, font partie du dossier médical de la personne concernée et sont donc conservés en toute sécurité. Si une consultation est nécessaire, ce dossier peut être demandé via le Service Publicité de l'administration avec un consentement écrit récent et signé par la personne concernée : <https://dofi.ibz.be/fr/themes/propos/publicite-deladministration>

L'évaluation de la violation de l'article 8 de la CEDH en ce qui concerne le transfert vers l'État membre responsable a déjà été effectuée dans la décision de refus de séjour avec ordre de quitter le territoire (annexe 26quater) du 17.08.2023.

L'intéressé ne fait valoir aucun autre élément dans son droit d'être entendu du 28.11.2023.

Cette décision ne constitue donc pas une violation des articles 3 et 8 de la CEDH.

Afin d'assurer le transfert vers l'état membre responsable, il est nécessaire de faire ramener sans délai l'intéressé à la frontière de l'état membre responsable ».

1.4. Le 7 décembre 2023, le Conseil du Contentieux des Etrangers (ci-après : le Conseil) a rejeté la demande de suspension de l'exécution des décisions visées au point 1.2., que

¹ En application du Règlement (UE) n° 604/2013 du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013, établissant les critères et mécanismes de détermination de l'État membre responsable de l'examen d'une demande de protection internationale introduite dans l'un des États membres par un ressortissant de pays tiers ou un apatride (refonte) (ci-après : le Règlement Dublin III).

la partie requérante avait réactivée par demande de mesures provisoires d'extrême urgence (arrêt n° 298 318 du 7 décembre 2023).

2. Objet du recours.

Le Conseil n'est pas compétent pour connaître du recours, en ce qu'il vise une décision de maintien dans un lieu déterminé, qui est une décision privative de liberté. Un recours spécial est organisé à cet effet devant la Chambre du Conseil du Tribunal correctionnel.²

La partie requérante admet cette incompétence lors de l'audience.

La demande de suspension est, dès lors, uniquement recevable, en ce qu'elle vise l'exécution de la décision de reconduite à la frontière de l'Etat membre responsable du traitement de la demande de protection internationale, visée au point 1.3. (ci-après : l'acte attaqué).

3. Cadre procédural.

La demande de suspension en extrême urgence est, *prima facie*, introduite dans le délai fixé par l'article 39/57, § 1^{er}, dernier alinéa, de la loi du 15 décembre 1980.

4. Les conditions de la suspension d'extrême urgence.

4.1. Les trois conditions cumulatives

Les trois conditions suivantes doivent être réunies :

- la demande de suspension doit contenir un exposé des faits qui justifient l'extrême urgence³ ;
- un moyen sérieux susceptible de justifier l'annulation de l'acte doit être invoqué ; et
- l'exécution immédiate de l'acte risque de causer un préjudice grave difficilement réparable⁴.

4.2. Première condition : l'extrême urgence

En l'espèce, le requérant est privé de sa liberté en vue d'éloignement. Il fait donc l'objet d'une mesure d'éloignement dont l'exécution est imminente. Il est donc établi que la suspension de l'exécution de l'acte attaqué, selon la procédure de suspension ordinaire, interviendra trop tard, et ne sera pas effective.

L'extrême urgence est démontrée. Elle n'est d'ailleurs pas contestée par la partie défenderesse.

4.3. Deuxième condition : un moyen d'annulation sérieux

² en vertu de l'article 71 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après : la loi du 15 décembre 1980).

³ Article 43, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal du 21 décembre 2006 fixant la procédure devant le Conseil du Contentieux des Etrangers

⁴ Article 39/82, § 2, alinéa 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980

4.3.1. Le moyen d'annulation invoqué par la partie requérante

La partie requérante prend un moyen unique de la violation des articles 51/5 et 62, § 2, de la loi du 15 décembre 1980, des articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, des articles 3, 27 et 28 du Règlement Dublin III, des articles 3 et 13 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (ci-après : la CEDH), du devoir de soin « en tant que principe général de bonne administration », du principe du raisonnable, et du droit d'être entendu.

a) Dans ce qui peut être tenu pour une première branche, intitulée « *Schending van het recht op gehoord te worden* », elle soutient ce qui suit :

« De verwerende partij heeft de verzoeker niet op adequate wijze gehoord. Hij werd door de politiediensten gehoord in detentie en was bijgevolg niet in de mogelijkheid om documenten toe te voegen aan zijn dossier. Zijn familieleden werden niet toegelaten

Uit rechtspraak volgt dat de overheid verplicht is vóór het nemen van de beslissing aan de betrokkene mee te delen op welke elementen de administratie haar besluit wil baseren (*HvJ 11-12-2014, Boudjlida, C-249/13; HvJ 18-12-2008, Sopropé, C-349/07; HvJ C-32/95, Commissie/Lisrestal; en Mediocurso/Commissie; RvS nr. 146.472, 23 juni 2005; RvS 126.220, 9 december 2003*).

Het recht op gehoord te worden maakt bovendien deel uit van de zorgvuldigheidsplicht en de motiveringsplicht.

De verzoeker legt een bijkomend attest voor van zijn psychologe d.d. 29.11.2023 voor waaruit blijkt dat de verzoeker zich in psychische decompensatie bevindt en niet teruggestuurd kan worden naar Kroatië. Een overbrenging naar Kroatië zou volgens de psychologe kunnen leiden tot een zelfmoordpoging: [...] De verwerende partij heeft onvoldoende rekening gehouden met ernstige psychologische toestand van de verzoeker. Er wordt gesteld dat hij in zijn recht tot horen geen nieuwe elementen zou aanbrengen, maar hij had ook geen mogelijkheid om nieuwe documenten voor te leggen”.

b) Dans ce qui peut être tenu pour une deuxième branche, intitulée « *Kwetsbaar profiel verzoeker en medische problemen* », la partie requérante soutient que ce qui suit :

« De verzoekende partij heeft een kwetsbaar profiel omwille van zijn ernstige psychische problemen. De raadsman van de verzoeker maakte op datum van 25.09.2023 een email over met verschillende medische attesten [...]

Uit het standaard medisch attest van 25.09.2023, het medische attest van 25.09.2023, het attest van werkonderbreking van 25.09.2023 blijkt dat de verzoeker lijdt aan ernstige post-traumatische stress met een risico op suïcide. Hij dient hiervoor verschillende medicijnen te nemen en de behandeling kan verschillende jaren duren (zie stukken 4-6). [...]

Daarnaast blijkt dat de verzoeker omwille van zijn psychisch lijden werk onbekwaam werd bevonden tot 31.12.2023 (zie stuk 6).

De verzoeker legt een bijkomend attest voor van zijn psychologe d.d. 29.11.2023 voor waaruit blijkt dat de verzoeker zich in psychische decompensatie bevindt en niet teruggestuurd kan worden naar Kroatië. Een overbrenging naar Kroatië zou volgens de psychologe kunnen leiden tot een zelfmoordpoging: [...]

Het meest recente attest van 29.11.2023 dat wordt voorgelegd omwille van het feit dat de verzoeker geen mogelijkheid had om dit aan te brengen bij het verzoek tot horen. Het betreft bovendien een element om een schending van het artikel 3 EVRM aan te tonen. De verzoeker is niet in staat om te reizen omwille van ernstige psychische decompensatie.

De verwerende partij kan zich niet verschuilen achter de beoordeling die werd gemaakt in de beslissing bijlage 26quater van 14.08.2023 omwille van het feit dat de verzoeker toen nog niet over psychologische attesten beschikte.

Daarnaast kan er geen rekening gehouden worden met het feit dat de medische elementen zouden zijn overgemaakt aan de arts-adviseur op 16.11.2023, de verzoeker legt sindsdien bijkomende elementen voor die hij niet kon voorleggen tijdens zijn recht om gehoord te worden dat zich in detentie afspeelde. Uit de meest recente attesten blijkt bovendien dat er schending is van het artikel 3 EVRM indien de verzoeker teruggestuurd wordt naar Kroatië.

De verwerende partij houdt geen rekening met feit dat uit de beschikbare landeninformatie blijkt dat er, geen daadwerkelijke toegang is tot medische hulp.

Er is in de praktijk een zeer beperkte toegang tot medische hulp die zich enkel beperkt tot eerste hulp:

“2. Do asylum seekers have adequate access to health care in practice? Yes X Limited No »

(Aida Report Kroatië 2022 update 2023 p. 94)”

Uit het Aida Rapport Kroatië blijkt er aan de grenzen geen medische hulp wordt gegeven aan kwetsbare Personen [...] (Aida Report Kroatië 2022 update 2023 p. 28) [...]

Daarnaast verwijst verzoeker naar de situatie van Dublin- terugkeerders naar Kroatië en waarbij het AIDA Report expliciet opmerkt dat de hulp voor mentale problemen onbestaande is voor Dublinterugkeerders [...] (Aida report Kroatië 2021 p. 52) [...]

Verder maakt het AIDA Report ook een verwijzing naar een studie van de Belgische organisaties “Médecins du Monde” van februari 2019 waaruit blijkt dat voornamelijk Dublin- terugkeerders onder de Verordening 604/2013 meer kwetsbaar zijn voor depressie, angstgevoelens en PTSD dan andere asielzoekers [...] (Aida rapport Kroatië p. 62-63) [...]

De verwerende partij stelt in de bestreden beslissing dat de verzoekster toegang zal krijgen tot medische hulp in het opvangcentrum van Zagreb of Kutina. Er wordt verwezen naar de NGO “Médécins du monde – Belgique” en het feit dat zij een ploeg hebben van verschillende artsen en psychologen die patiënten met behulp van tolken in verschillende talen kunnen behandelen.

De verwerende partij houdt echter geen rekening met het feit dat uit het Aida Rapport Kroatië 2022 update 2023 blijkt MdM Belgique hun activiteiten binnen de opvangcentra sinds 22.05.2023 hebben opgeschort omwille van een gebrek aan financiering: [...] (Aida rapport Kroatië 2022 update 2023 p. 98) [...]

Gelet op het feit dat verzoekende partij omwille van haar kwetsbaar profiel nood heeft aan medische ondersteuning, komt het aan de verweerster toe om hier een grondig onderzoek naar te voeren.

De verzoeker vreest dan ook in mensonwaardige terecht te komen bij een overdracht aan Kroatië.

Dit maakt een schending van de motiveringsplicht, het zorgvuldigheidsbeginsel en het redelijkheidsbeginsel uit ».

c) Dans ce qui peut être tenu pour une troisième branche, intitulée « *Met betrekking tot termijn van vrijwillig vertrek* », la partie requérante soutient ce qui suit :

« In de bestreden beslissing wordt gesteld dat de verzoeker op grond van artikel 51/5, § 4 lid 2 van de wet van 15.12.1980 onverwijld naar de grens moet worden teruggebracht. Er wordt verwezen naar het feit dat de verzoeker de termijn voor vrijwillig vertrek niet heeft gerespecteerd.

De verzoeker is echter niet ondergedoken.

Op datum van 18.09.2023 werd een verzoekschrift tot schorsing en nietigverklaring tegen de beslissing bijlage 26quater ingediend. Deze zaak is nog hangende en is op heden gekend onder rolnummer CCE 301 520.

Zijn raadsman richtte [...] schrijven aan de verwerende partij op 18.09.2023: [...]

De verzoeker werd uitgenodigd op datum van 26.09.2023 voor een ICAM gesprek.

De raadsman van de verzoeker maakte op datum van 25.09.2023 een email over met verschillende medische attesten: [...]

Uit het standaard medisch attest van 25.09.2023, het medische attest van 25.09.2023, het attest van werkonderbreking van 25.09.2023 blijkt dat de verzoeker lijdt aan ernstige post-traumatische stress met een risico op suïcide. Hij dient hiervoor verschillende medicijnen te nemen en de behandeling kan verschillende jaren duren (zie stukken 4-6). [...]

Daarnaast blijkt dat de verzoeker omwille van zijn psychisch lijden werk onbekwaam werd bevonden tot 31.12.2023 (zie stuk 6).

Deze attesten werden door de ICAM-coach als onvoldoende ernstig geacht en de verzoeker ontving een nieuwe uitnodiging voor 3.10.2023. Waar hij zich omwille van hogervermelde medische redenen niet heeft kunnen aanbieden.

Op datum van 27.11.2023 werd de verzoeker aangehouden door de politiediensten nabij zijn woonst in de [...] (Charleroi).

De verzoeker verbleef bijgevolg op het aangegeven adres en was geenszins ondergedoken.

De verzoeker wachtte de behandeling van zijn beroep tot schorsing en nietigverklaring tegen de beslissing bijlage 26quater, waarover tot op heden nog geen uitsluit is.

De Dublin III-verordening, welke rechtstreekse werking heeft, bepaalt in artikel 27 het volgende: [...]

Verzoeker heeft volgens de Europese regelgeving recht op een opschortend beroep tegen de beslissing tot terugkeer.

Er kan niet uit het handelen van de verzoeker nl. het uitputten van alle wettelijke middelen worden afgeleid dat hij zou onderduiken of zich tegen zijn overdracht zou verzetten.

De motiveringsplicht en het zorgvuldigheidsbeginsel zijn geschonden ».

d) Dans ce qui peut être tenu pour une quatrième branche, intitulée « *Systeemfouten Kroatisch asielstelsel – schending artikel 3 EVRM* », la partie requérante expose d'abord ce qui suit :

« Een overdracht van de verzoeker naar Kroatië brengt een schending van het artikel 3 EVRM met zich mee omwille van de verschillende systeemfouten eigen aan het asielstelsel.

Zelfs als de verzoeker een vraag om internationale bescherming zou kunnen indienen dreigt hij bij terugkeer naar Kroatië bloot gesteld te worden aan onmenselijke en vernederende behandeling omwille van systematische toegepaste pushbacks aan de grenzen, systematisch politiegeweld dat uitgevoerd wordt in een klimaat van straffeloosheid, slechte omstandigheden in de opvangcentrum, de afwezigheid van medische hulp en gebrek aan integratie van verzoekers om internationale bescherming.

Het is immers zo, in tegenstelling tot hetgeen de Dienst Vreemdelingenzaken in de bestreden beslissing poogt voor te houden, dat de situatie op vlak van opvang en behandeling van asielzoekers in Kroatië verre van optimaal is. [...]

Uit de objectieve bronnen blijkt dat de opvang en behandeling van asielzoekers in Kroatië tot op zeer slecht is, waardoor een schending van artikel 3 E.V.R.M. en artikel 4 van het EU-Handvest niet uitgesloten kan worden.

De Dienst Vreemdelingenzaken baseert zich op het AIDA- rapport 2022 (update 23.06.2023) zonder andere objectieve informatie hierbij te betrekken ([référéncie à un site internet]). De bestreden beslissing minimaliseert de objectieve informatie en stelt dat de verzoeker niet kan aantonen dat zij het slachtoffer zal worden van voornoemde systematische tekortkomingen van de asielprocedure in Kroatië. De verwerende partij kan vaststellen dat er op tal van vlakken problemen zijn bij de opvang van verzoekers om internationale bescherming, maar komt niet verder dan te stellen deze elementen niet systematisch zijn en geen schending zouden uitmaken van het artikel 3 E.V.R.M. Indien de verzoekster het slachtoffer zou worden van mishandelingen zou hij een klacht kunnen indienen bij de Kroatische politie of NGO's die zich bewust zijn van de situatie.

Er dient verwezen te worden naar het arrest van het EHRM *M.H. e.a. t. Kroatië* (15670/18 and 43115/18) van 18.11.2021 waarin geoordeeld werd dat Kroatië de artikelen 2, 3, 5, 14 en 34 E.V.R.M. alsook het 4e artikel van het 4e Protocol bij het Verdrag geschonden heeft. In dit arrest wordt bevestigd dat er in Kroatië sprake is van systematische schendingen van het non-refoulementbeginsel aan de grenzen en ongestraft politiegeweld ten aanzien van verzoekers om internationale bescherming. Daarnaast blijkt ook de minderjarigen vastgehouden worden in omstandigheden die een schending uitmaken van verschillende verdragsbepalingen.

Uit het arrest van de Nederlandse Raad van State van 13.04.2022 (ECLI:NL:RVS:2022:1042) blijkt dat er gelet op de beschikbare informatie van systematische schendingen van het artikel 3 EVRM niet van uitgegaan kan worden dat de situatie van push-backs of systematisch politiegeweld niet van toepassing zou zijn op personen die terugkeren in het kader van de verordening 604/2013 [...]"

Ensuite, sous un point "*Refoulement – push-backs, systematisch politiegeweld in klimaat van straffeloosheid*", la partie requérante soutient ce qui suit :

« Uit het Aida rapport Kroatië blijkt vooreerst dat de Kroatische autoriteiten verzoekers om internationale bescherming aan de grens de toegang tot de asielprocedure ontzeggen. Ze worden niet toegelaten tot het grondgebied en hun asielaanvraag wordt niet onderzocht [...] (Aida Rapport Kroatië 2022 update 2023, p. 26-28) [...]

De systematiek van deze politiek van de Kroatische staat kreeg veel reactie van de Europese instellingen en Internationale organisaties. Dit bleek uit het Aida Rapport Kroatië van 2021 [...] (Aida Report Kroatië 2021 p. 26, 27, 30) [...]

Uit het bovenstaande blijkt dat volgens verschillende bronnen er in Kroatië sprake is van:

- systematische refoulement en pushback 's aan de grenzen;
- systematisch politie geweld (fysiek geweld, seksueel geweld en andere mensenrechtenschendingen) tijdens de arrestatie, detentie, vervoer en uitwijzing;
- afwezigheid van een ernstig en onafhankelijk onderzoek naar de schendingen.

Er is geen garantie dat de verzoekster effectief toegang zal krijgen tot de asielprocedure.

Er is geen enkele garantie dat de verzoeker niet onderworpen zal worden aan een onmenselijke en vernederende behandeling.

Uit de beschikbare informatie blijkt verder, dat de klacht van de verzoeker in geval van een onmenselijke en vernederende behandeling, anders dan de verwerende partij stelt geenszins op objectieve wijze onderzocht zal worden.

De verwerende partij verwijst in de bestreden beslissing naar het rapport van een onafhankelijk controlemechanisme op de werking van de politiediensten aan de grenzen en zou geen mensenrechtenschendingen gevonden hebben.

De onafhankelijkheid van dit controlemechanisme roept ernstige vragen op. Uit het artikel "EU: Ombudsman finds Commission failed to ensure rights at Croatian border" van 24.02.2022 Amnesty International blijkt dat: [citation d'un extrait du site (<https://www.amnesty.org/en/latest/news/2022/02/eu-ombudsman-finds-commission-failed-to-ensure-rights-at-croatian-border/>)]

De bevindingen van het "onafhankelijk" controlemechanisme blijken gelet op het bovenstaande geen weerspiegeling van de realiteit te zijn..

Uw Raad oordeelde in het arrest nr. 280 105 van 14.11.2022 dat de verklaringen van de verzoeker met betrekking tot de mishandelingen in Kroatië gestaafd zijn met objectieve bronnen en dat het risico op refoulement voor mensen die teruggestuurd worden in het kader van de Dublinprocedure duidelijk blijkt en niet genegeerd kan worden [...]

Uit het arrest blijkt, anders dan de verwerende partij stelt, dat alle objectieve informatie met betrekking tot mishandelingen, push-backs en andere mensenrechtenschendingen weldegelijk van toepassing is op de situatie van mensen die terugkeren in het kader van de Dublinprocedure.

Uw Raad kwam tot hetzelfde besluit in het arrest nr. 280 106 van 14.11.2022 [...].

In het arrest van uw Raad nr. 281 086 van 29.11.2022 werd besloten dat de beslissing bijlage 26quater geschorst dient te worden omwille van het risico op een behandeling in strijd met het artikel 3 EVRM in geval van terugkeer in het kader van de Verordening 604/2013 in het kader van de algemene situatie van politiegeweld en mishandeling van verzoekers om internationale bescherming niet enkel aan de grens maar op het grondgebied van Kroatië. De verwerende partij had geen rekening gehouden met alle elementen van het dossier en nagelaten om individuele garanties te bekomen [...]

Uit de bestreden beslissing blijkt dat de Kroatische autoriteiten de overdracht hebben aanvaardt op grond van het artikel 20(5) Verordening 604/2013 waaruit volgt dat de Kroatische autoriteiten de werkzaamheden zullen verderzetten tot vaststelling van de bevoegde lidstaat. De verzoekster zou in die periode gemachtigd zijn om te verblijven op het grondgebied van Kroatië en de nodige bijstand verkrijgen.

Er dient te worden opgemerkt dat uit het bovenstaande blijkt dat systematische mishandeling van verzoekers om internationale bescherming zich niet enkel afspeelt aan de grens met Bosnië en maar over het hele grondgebied van Kroatië. Deze systeemfout is ook van toepassing op mensen die terugkeren in het kader van de Verordening 604/2013. Gelet op het feit dat de Kroatische autoriteiten zich niet definitief verantwoordelijk achten voor het verzoek om internationale bescherming, kan niet uitgesloten worden dat de verzoekster vervoerd zal worden over het Kroatische grondgebied teneinde overgedragen te worden aan de bevoegde lidstaat. Hierdoor loopt zij een bijkomend risico op mishandeling van de autoriteiten.

De verwerende partij laat na te motiveren op de hierboven aangehaalde punten. Er is weldegelijk een risico op mishandeld en een onmenselijke vernederende behandeling.

Er is bovendien een risico dat de verzoeker teruggestuurd zal worden naar de Russische Federatie. Uit algemene informatie blijkt dat de Kroatische autoriteiten geregeld Tsjetsjeense verzoekers om internationale bescherming terugsturen naar de Russische Federatie.

De verzoeker kan nochtans verwijzen naar twee artikels van Caucasian Knot waaruit de mishandeling en deportatie van Tsjetsjeense verzoekers om internationale bescherming blijkt. Uit een artikel van 2.01.2023 met als titel "Native of Chechnya complains about beating by law enforcers in Croatia", (beschikbaar via: <https://eng.kavkaz-uzel.eu/articles/61918/>) blijkt dat een Tsjetsjeense vluchteling door de Kroatische autoriteiten werd gearresteerd, geslagen en gedwongen om afstand te doen van zijn verzoek om internationale bescherming [...]

Uit een tweede artikel van 17.01.2023 met titel "Natives of Chechnya report details of fellow countrymen's detentions in Balkans" (<https://eng.kavkaz-uzel.eu/articles/61995/>) blijkt dat de verzoekers om internationale bescherming uit Tsjetsjenië en Ingoesjetië door de autoriteiten van Kroatië en Bosnië gevisieerd worden. Er is sprake van een onmenselijke en vernederende behandeling en deportaties van Kroatië richting Bosnië [...]

Ondanks de bovenstaande ondubbelzinnige informatie en de verklaringen van de verzoekster heeft de verwerende partij nagelaten om individuele garanties te vragen in het geval van de verzoekster.

De verwerende partij verwijst in de bestreden beslissing naar het schrijven van 14.06.2023 van de Kroatische autoriteiten gevoegd bij het akkoord tot overname waaruit zou blijken dat er individuele garanties zouden zijn voor de verzoeker.

Deze garanties zijn van algemene aard en houden geen rekening met de individuele toestand van de verzoeker.

Er kan met deze zogenaamde garanties geen rekening gehouden worden.

De verwerende partij motiveert niet over dit punt in de bestreden beslissing waardoor de motiveringsplicht, het artikel 3 EVRM en de overige artikels en rechtsbeginsels aangehaald in het middel”.

Enfin, sous un point “ *Opvangomstandigheden* ”, la partie requérante expose ce qui suit :

« De situatie in de opvangcentra in Kroatië kan de toets van artikel 3 EVRM niet doortaan.

Vooreerst wenst verzoekende partij op te merken dat indien zij teruggestuurd wordt naar Kroatië, zij opnieuw een verzoek om internationale bescherming zal moeten indienen [...] (Aida rapport Kroatië 2021 p. 52) [...]

Verwerende partij kan aldus niet zomaar motiveren dat verzoeker direct toegang zal krijgen tot het reguliere opvangnetwerk.

Het is bovendien belangrijk om te onderstrepen dat Mdm Belgique hun activiteiten hebben opgeschort sinds mei 2023.

Verder blijkt uit datzelfde AIDA report dat de situatie voor asielzoekers niet hetzelfde niveau heeft als gewone onderdanen, wat opnieuw aantoonde dat asielzoekers als ‘tweederangsburgers’ worden beschouwd: [...] (Aida rapport Kroatië 2022 update 2023 p. 84) [...]

Indien verzoeker wordt overgebracht naar Kroatië riskeert hij ofwel terecht te komen in een opvangnetwerk dat volledig verzadigd is en niet voldoet aan de elementaire levensbehoeften, of erger, hij wordt onmiddellijk gerepatriëerd naar de Russische Federatie, waardoor het beginsel van non-refoulement zal worden geschonden.

Onmogelijk kan deze situatie de toets van artikel 3 EVRM doorstaan.

Een schending van het zorgvuldigheidsbeginsel dringt zich op.

Gelet op het bovenstaande brengt verzoeker weldegelijk ernstige argumenten aan waaruit blijkt dat hij bij een overdracht aan Kroatië blootgesteld zal worden aan een onmenselijke en vernederende behandeling in strijd met artikel 3 E.V.R.M. De verwerende partij laat na om over bovenstaande elementen te motiveren en verschuilt zich achter het beginsel van wederzijds vertrouwen. De problematische omstandigheden die uit het rapport blijken worden beantwoord met de stelling dat deze geen schending uitmaken van het artikel 3 E.V.R.M. en hiermee worden de motiveringsplicht het zorgvuldigheids- en het redelijkheidsbeginsel geschonden”.

4.3.2. Appréciation du moyen

4.3.2.1. A titre liminaire, dans son moyen, la partie requérante n'expose pas de quelle manière les actes attaqués violeraient l'article 28 du Règlement Dublin III ni l'article 13 de la CEDH. Le moyen est, dès lors, irrecevable à cet égard.

4.3.2.2. Sur le reste du moyen, en sa première branche, s'agissant de la violation du droit d'être entendu, alléguée, la motivation de l'acte attaqué montre que la partie défenderesse a tenu compte de l'ensemble des documents médicaux dont elle avait connaissance lors de la prise de l'acte attaqué.

La partie requérante n'a aucun intérêt à se prévaloir de l'attestation psychologique, établie le lendemain (29 novembre 2023), puisqu'elle ne démontre pas que cette attestation comporterait un élément nouveau. Les termes de cette attestation et de l'attestation psychologique, établie le 23 septembre 2023, sont en effet similaires, notamment en ce qui concerne l'extrait cité par la partie requérante.

Lors de l'audience, interrogée à cet égard, la partie requérante évoque une référence plus claire au risque de suicide du requérant s'il était renvoyé en Croatie. Cette circonstance ne se vérifie toutefois pas à la lecture des deux attestations.

Au vu de ce qui précède, la partie requérante ne démontre pas en quoi la dernière attestation aurait été de nature à modifier l'appréciation de la partie défenderesse.

4.3.2.3. Sur la deuxième branche du reste du moyen, la partie défenderesse a examiné les certificat et attestations établis en septembre 2023, dans le cadre de la prise de l'acte attaqué.

a) Elle a motivé cette décision comme suit, à ce sujet : « Ces documents font état de troubles psychiques dont il convient de tenir compte dans la présente décision. Une demande d'avis a en conséquence été introduite le 16.11.2023 auprès du médecin-conseiller de l'Office des Etrangers.

Dans sa réponse transmise au Service Suivi OQT le 21.11.2023, le médecin-conseiller de l'Office des Etrangers atteste que, sur la base des informations médicales qui lui ont été soumises le 16.11.2023, il n'y a pas de contre-indication au voyage et que le traitement médical indiqué dans les documents transmis est disponible et accessible dans l'Etat membre responsable du traitement de la demande de protection internationale de l'intéressé, la Croatie.

Cet avis médical est un avis interne visant à vérifier si les soins médicaux nécessaires mentionnés sont disponibles et accessibles dans le pays de transfert de la personne concernée, et si les arguments donnés par cette dernière sont corrects. Il ne s'agit pas d'un avis dans le cadre d'une demande d'autorisation de séjour pour raisons médicales conformément à l'article 9ter de la loi sur les étrangers du 15.12.1980. Les avis médicaux, ainsi que les certificats médicaux fournis, font partie du dossier médical de la personne concernée et sont donc conservés en toute sécurité. Si une consultation est nécessaire, ce dossier peut être demandé via le Service Publicité de l'administration avec un consentement écrit récent et signé par la personne concernée via le Service Publicité de l'administration avec un consentement écrit récent et signé par la personne concernée [...] ».

Dans son avis du 21 novembre 2023⁵, le médecin-conseiller de la partie défenderesse a, notamment, répondu ce qui suit, aux questions suivantes :

« *Question 1b : incapacité temporaire de voyager ?*

La pathologie psychique présentée par l'intéressé ne contre-indique pas les déplacements, notamment en avion.

Dans son certificat, le médecin n'interdit pas à son patient de se déplacer puisqu'il indique « *sortie autorisée* ».

Notons que l'avis de la psychologue mentionne des persécutions subies dans le pays d'origine, ce qui est invérifiable et une extrême insécurité en Croatie ce qui ne correspond visiblement pas à la réalité ; à ma connaissance, il n'y a pas de troubles particuliers en Croatie ; ce pays est une démocratie et est membre depuis 10 ans de l'Union européenne.

Le certificat du médecin n'est pas mieux puisqu'il prétexte de la guerre en Ukraine pour justifier un syndrome de stress post-traumatique. Or, l'intéressé n'est pas ukrainien puisqu'il est de nationalité russe.

Question 2a : Le traitement indiqué est-il indispensable ?

Le traitement par [deux médicaments] est cohérent avec le traitement d'un syndrome de stress post-traumatique, même si l'histoire attestée l'est beaucoup moins...

Question 2b : le traitement est-il disponible au pays d'origine ?

Le traitement médicamenteux et le suivi psychiatrique sont disponibles en Croatie comme il en ressort de la consultation de la base de données de l'agence du médicament de Croatie (Halmed [référence à un site internet en note de bas de page]) et du site web de l'hôpital Sainte-Catherine [référence à un site internet en note de bas de page] de Zagreb ;

Question 2c : le traitement est-il accessible au pays de transfert (Croatie) ?

Le système croate d'assurance maladie couvre tous les citoyens croates et les personnes résidant dans le pays. Il s'agit d'un système universel qui repose sur les principes de solidarité et de réciprocité, en vertu desquels les citoyens et résidents sont tenus de contribuer en fonction de leur capacité à payer (par le biais d'un ticket modérateur) et à recevoir des services de santé de base en fonction de leurs besoins. [référence à un site internet en note de bas de page] Les groupes vulnérables sont exceptés du paiement du ticket modérateur. [référence à un site internet en note de bas de page]

L'assurance maladie obligatoire est gérée par le Fond croate d'assurance maladie [...]. Les soins de santé couverts comprennent les consultations, les hospitalisations, les soins dentaires et les médicaments. [référence à un site internet en note de bas de page]

⁵ Pièce intitulée « Q-MED ADVICE » dans le dossier administratif, transmis au Conseil, le 4 décembre 2023.

Concernant les demandeurs d'asile en Croatie, la loi sur la protection temporaire et internationale stipule qu'ils ont droit aux soins d'urgence et au traitement nécessaire des maladies et des troubles mentaux graves. [référence à un site internet en note de bas de page] Les personnes ayant obtenu le statut de protection internationale ont quant à elles le droit aux mêmes soins de santé que les citoyens croates. [référence à un site internet en note de bas de page] Le traitement médicamenteux et le suivi psychiatrique sont donc accessibles en Croatie ».

b) La partie requérante ne conteste aucunement l'avis du médecin-conseiller, alors que, pourtant, celui-ci outrepassse ses compétences, en se prononçant sur les déclarations du requérant, reprises dans les certificat et attestation médicaux.

La partie défenderesse ne reprend toutefois pas ces interprétations personnelles et péremptoires à son compte, dans la motivation de l'acte attaqué. Dans ce cadre, elle ne remet pas en cause la réalité de la pathologie du requérant mais relève que le médecin-conseiller a constaté l'absence de contre-indication au voyage et la disponibilité et l'accessibilité des soins requis en Croatie.

A ce dernier égard, le médecin-conseiller semble avoir principalement examiné la disponibilité et l'accessibilité du traitement médicamenteux et du suivi psychiatrique, requis, d'une manière générale, sans tenir compte de la situation de demandeur de protection internationale, renvoyé en Croatie en application du Règlement Dublin III, qui sera celle du requérant. Ce n'est qu'en réponse à la question 2c qu'il relève que « Concernant les demandeurs d'asile en Croatie, la loi sur la protection temporaire et internationale stipule qu'ils ont droit aux soins d'urgence et au traitement nécessaire des maladies et des troubles mentaux graves. [référence à un site internet en note de bas de page] ».

Dans la motivation de la décision de refus de séjour avec ordre de quitter le territoire (point 1.2.), la partie défenderesse avait toutefois apprécié, de manière subsidiaire (« à supposer que l'intéressé connaisse des problèmes médicaux, soit suivi en Belgique et doive suivre un traitement »), la question de l'accès des demandeurs de protection internationale aux soins de santé en Croatie. S'appuyant sur un rapport international (« AIDA Country Report : Croatia – 2022 Update » de juin 2023)((ci-après : le rapport AIDA), elle a notamment relevé que :

- les demandeurs de protection internationale peuvent bénéficier des soins de santé (soins d'urgence et traitement nécessaire des maladies et désordres mentaux graves) ;
- l'assistance médicale est disponible dans les centres d'accueil pour demandeurs de protection internationale à Zagreb et Kutina, que les soins de santé sont dispensés par les institutions de soins de santé à Zagreb et Kutina désignées par le ministère de la Santé et des pharmacies de référence ont également été désignées (1 à Zagreb et 1 à Kutina);
- la Croix-Rouge croate (CRC) a également fourni une assistance dans la mise en oeuvre du programme médical dans les centres d'accueil et que le rapport AIDA n'indique pas que cette assistance ait été interrompue ; cette assistance couvrait notamment : l'accès aux soins de santé et l'assistance aux candidats lorsqu'ils se présentent à des examens médicaux, la fourniture de médicaments et d'autres fournitures médicales aux candidats sur recommandation d'un médecin ; l'activité de la CRC s'est concentrée sur l'accueil de nouveaux candidats, car il y a eu une grande fluctuation de candidats tout au long de 2022;
- selon l'UNHCR, les principaux domaines de travail de la Croix-Rouge croate dans les centres d'accueil de Zagreb et Kutina comprennent notamment une prise en charge particulière des groupes vulnérables (dont les personnes souffrant de problèmes de santé et de santé mentale, survivants de tortures et de traumatismes);
- le ministère de l'Intérieur croate a déclaré par écrit le 20 avril 2023: « As stated in the Act on International and temporary protection, "Health care of applicants shall include emergency medical

assistance and necessary treatment of illnesses and serious mental disorders.” In addition, the Act states that applicants who need special reception and/or procedural guarantees, especially victims of torture, rape or other serious forms of psychological, physical or sexual violence, shall be provided with the appropriate health care related to their specific condition or the consequences of those offences »;

- dans un document du 14 août 2023 annexé à leur accord, les autorités croates ont indiqué qu’elles s’engageaient à garantir spécifiquement à l’intéressé l’accès aux soins de santé lors de son retour en Croatie.

c) La partie requérante ne conteste pas utilement ces constats, auxquels la motivation de l’acte attaqué renvoie, et qui s’appliquent dans la situation du requérant.

Elle soutient qu’en pratique, la Croatie n’offre qu’un accès très limité à l’aide médicale, restreinte à l’aide primaire, mais n’apporte aucune contradiction aux constats susmentionnés de la partie défenderesse.

Elle renvoie ainsi à un rapport AIDA antérieur, qui se référait à une étude de « Médecins du monde » de février 2019, selon lequel une carence d’aide aux problèmes mentaux apparaissait à l’égard des demandeurs de protection internationale, renvoyés en Croatie, mais reste en défaut de démontrer que tel est toujours le cas à l’heure actuelle, sur la base des constats susmentionnés, posés sur la base d’un rapport actualisé.

Le reproche fait à la partie défenderesse de ne pas avoir tenu compte de la suspension des activités de l’ONG « Médecins du monde », dans les centres d’accueil croates, depuis le 22 mai 2023, manque en fait. La motivation de la décision de refus de séjour avec ordre de quitter le territoire, montre, en effet, que la partie défenderesse a fait état de cette circonstance, mais a constaté que, par ailleurs, la Croix-Rouge croate prend en charge les groupes vulnérables (dont les personnes souffrant de problèmes de santé et de santé mentale, survivants de tortures et de traumatismes), dans les centres d’accueil visés. La partie requérante ne conteste aucunement ce constat.

Enfin, l’allégation relative à l’aide médicale aux frontières n’est pas pertinente en l’espèce. Il est renvoyé à cet égard au point 4.3.2.5., c).

d) La mention dans les attestations psychologiques des 23 septembre et 29 novembre 2023, selon laquelle « L’évolution thérapeutique serait bloquée et les conditions de la guérison ne seront pas rencontrées, en cas de retour vers la Croatie. Le retour vers un milieu insécurisé, pourrait provoquer un passage à l’acte » n’est pas de contredire les constats qui précèdent. L’insécurité en Croatie n’étant pas démontrée dans la situation du requérant, le risque de passage à l’acte, allégué, n’est pas suffisamment établi.

e) Au vu de l’ensemble de ce qui précède, il n’apparaît pas que la partie défenderesse a commis une erreur manifeste d’appréciation en considérant que le transfert du requérant vers la Croatie n’entraînait pas un risque réel de violation de l’article 3 de la CEDH

4.3.2.4. Sur la troisième branche du reste du moyen, le requérant a d’abord reçu une décision de refus de séjour avec ordre de quitter le territoire, pris le 17 août 2023. Dans ce cadre, il lui a été enjoint de « *quitter le territoire de Belgique, ainsi que le territoire des Etats qui appliquent entièrement l’acquis de Schengen, sauf s’il possède les documents requis pour s’y rendre, dans les 10 (dix) jours et se présenter auprès des autorités croates en Croatie* ».

Constatant que le requérant n’avait pas obtempéré à cette injonction, la partie défenderesse a estimé qu’« *Afin d’assurer le transfert vers l’état membre responsable, il est*

nécessaire de faire ramener sans délai l'intéressé à la frontière de l'état membre responsable » et a pris une décision de reconduite à la frontière à son égard. La motivation de l'acte attaqué est donc conforme à l'article 51/5, § 4, alinéa 2, de la loi du 15 décembre 1980.

Au vu de ce qui précède, l'argumentation de la partie requérante, relative à l'absence ou non d'un risque de fuite, ne présente aucune pertinence. Elle concerne en effet la possibilité de maintenir l'intéressé dans un lieu déterminé, aux fins de l'exécution de cette reconduite, pour laquelle le Conseil n'est pas compétent (point 2.).

Par ailleurs, la partie requérante n'a plus intérêt à l'argumentation tirée de l'article 27 du Règlement Dublin III, puisque la demande de suspension de l'exécution de la décision de refus de séjour avec ordre de quitter le territoire, a été rejetée (point 1.4.).

4.3.2.5. Sur la quatrième branche du reste du moyen, le Conseil rappelle, tout d'abord, que la décision de transfert du requérant, au sens du Règlement Dublin III, est la décision de refus de séjour, visée au point 1.2., et non l'acte attaqué, qui vise à ramener sans délai le requérant à la frontière de l'Etat membre responsable du traitement de sa demande de protection internationale, en exécution de la première décision. Ainsi que mentionné au point 1.4., le Conseil a rejeté la demande de suspension de l'exécution de la décision de refus de séjour.

a) Pour rappel, l'article 3 de la CEDH consacre l'une des valeurs fondamentales de toute société démocratique, et prohibe en termes absolus la torture et les traitements inhumains ou dégradants quels que soient les circonstances et les agissements de la victime⁶.

En l'espèce, la partie défenderesse a estimé que la partie requérante n'a pas démontré le risque allégué de traitements contraires à cette disposition, en cas de reconduite du requérant en Croatie. La motivation de l'acte attaqué mentionne que « *L'évaluation de la violation de l'article 3 de la CEDH en ce qui concerne le transfert vers l'État membre responsable a déjà été effectuée dans la décision de refus de séjour avec ordre de quitter le territoire (annexe 26quater) du 17.08.2023* » et tient compte des « *différents documents médicaux [produits]. Ces documents font état de troubles psychiques dont il convient de tenir compte dans la présente décision. Une demande d'avis a en conséquence été introduite le 16.11.2023 auprès du médecin-conseiller de l'Office des Etrangers* ».

La partie requérante conteste cette appréciation. Elle estime que la situation en Croatie démontre un risque de mauvais traitements dans le chef du requérant, s'il y est reconduit. A cet égard, elle ne fait valoir aucun autre élément que ceux invoqués dans le cadre de son recours contre la décision de refus de séjour, susmentionnée. La même réponse peut, par conséquent, y être apportée.

b) Dans cette décision de refus de séjour, la partie défenderesse a examiné, de manière approfondie, les conséquences probables du transfert envisagé et a mené un examen exhaustif de la possibilité d'une violation de l'article 3 de la CEDH et de l'article 4 de la Charte. Elle a, dans ce cadre, pris en compte les déclarations du requérant, faites lors de son entretien « Dublin », et a fondé son appréciation sur les informations contenues dans le rapport AIDA. Elle s'est également référée à des garanties données par les autorités croates à l'occasion de leur acceptation de la reprise en charge du requérant. Elle a estimé que les informations recueillies ne permettaient pas de conclure que le système d'accueil et d'asile croate souffrait de « défaillances soit systémiques ou généralisées, soit

⁶ jurisprudence constante: voir par exemple, Cour européenne des droits de l'Homme, 21 janvier 2011, M.S.S./Belgique et Grèce, § 218

touchant certains groupes de personnes », atteignant le seuil de gravité décrit par la CJUE dans l'arrêt de la Cour de Justice de l'Union européenne *Jawo*⁷, et conclu que le transfert du requérant vers la Croatie ne viole pas les dispositions susmentionnées, que ce soit en raison de telles déficiences structurelles, ou pour des motifs individuels.

c) La partie requérante fait valoir un risque de refoulement/« pushbacks » aux frontières croates, une violence policière systématique et le défaut d'enquête sérieuse et indépendante à cet égard. Elle se réfère à des rapports, relatifs à une période pendant laquelle des refoulements, accompagnés de violences policières, ont été constatés aux frontières extérieures de la Croatie avec la Serbie et la Bosnie-Herzégovine, impliquant des expulsions collectives et des lacunes dans l'enregistrement des demandes de protection internationale. Ce faisant, elle omet cependant le constat posé dans la décision de refus de séjour (point 1.2.), selon lequel « *le transfert de l'intéressé en Croatie se fera dans le cadre de l'accord de prise en charge des autorités croates en vertu du Règlement 604/2013* », dans les circonstances décrites.

Transféré dans le cadre du Règlement Dublin III, le requérant ne se retrouvera, en tout état de cause, pas aux frontières extérieures de la Croatie avec la Serbie et la Bosnie-Herzégovine. De plus, comme indiqué dans la motivation de la décision de refus de séjour, le rapport AIDA mentionne que la Croatie dispose de deux structures d'accueil pour les demandeurs de protection internationale, l'une à Zagreb et l'autre à Kutina, à 80 kilomètres au sud de Zagreb. Celle-ci est géographiquement limitrophe de la Slovénie et donc pas de la Serbie ni de la Bosnie-Herzégovine. Le rapport AIDA, auquel se réfère la partie défenderesse, ne mentionne pas d'abus dans les centres d'accueil précités.

La motivation de la décision de refus de séjour (point 1.2.) précise encore que

- « *l'intéressé sera muni d'un laissez-passer pour la Croatie qui lui permettra, notamment, de prouver aux autorités croates le caractère légal de son retour dans cet État, et qu'il bénéficiera du statut de demandeur de protection internationale dès qu'il y introduira sa demande de protection internationale, de sorte qu'il ne sera pas détenu sur seule base de sa présence en Croatie en tant que demandeur de protection internationale ; considérant dès lors que l'intéressé ne peut être assimilé à une personne interceptée à la frontière ou un migrant arrivant illégalement sur le territoire croate* » ;

- « *le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (« UNHCR ») n'a pas publié récemment de rapport dans lequel il indiquerait que le système de la procédure et des conditions d'accueil des demandeurs de protection internationale en Croatie exposerait les demandeurs de protection internationale transférés en Croatie dans le cadre du Règlement 604/2013 à des défauts structurels qui s'apparenteraient à des traitements inhumains ou dégradants dans le sens de l'article 3 de la CEDH et de l'article 4 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne ; et que le UNHCR n'a pas publié de rapport ou d'avis interdisant ou recommandant l'arrêt des transferts vers la Croatie, dans le cadre du Règlement 604/2013, du fait d'éventuelles insuffisances structurelles* » ;

- « *dans une communication datée du 03/11/2022, le Ministère de l'Intérieur croate a confirmé aux autorités belges le respect du principe de non-refoulement et a confirmé qu'une personne renvoyée en Croatie, qui ne demande pas de protection internationale après le transfert, ne sera pas renvoyée dans un pays où elle pourrait courir un risque réel d'être soumise à un traitement inhumain ou dégradant au sens de l'article 4 de la Charte des droits fondamentaux de l'UE et de l'article 3 de la Convention des droits de l'homme* » ;

- « *dans un document du 14.08.2023 annexé à leur accord, les autorités Croates se sont engagées à garantir spécifiquement à l'intéressé l'accès à la procédure de protection internationale et à un recours effectif* » et « *le respect du principe de non refoulement tel que décrit dans l'article 6 de la loi croate sur la protection internationale et temporaire* ».

La référence de la partie requérante à des jurisprudences de la Cour EDH, du tribunal administratif d'un Etat membre, et du Conseil, portant sur une situation passée, ne peut suffire à contredire les constats posés par la partie défenderesse quant à la situation actuelle en Croatie et aux engagements des autorités de ce pays.

⁷ 19 mars 2019, affaire C-163/17

La partie requérante conteste également l'indépendance d'un mécanisme de contrôle de l'action de la police aux frontières, qui n'est toutefois mentionné ni dans la décision de refus de séjour, ni dans l'acte attaqué.

Enfin, la référence à deux articles, relatifs au traitement de ressortissants russes d'origine tchétchène lors de leur arrivée en Croatie, ne peut suffire à contredire les constats posés au point b). Il en est d'autant plus ainsi que la partie requérante ne précise pas si les personnes visées étaient également renvoyées en Croatie dans le cadre du Règlement Dublin III.

d) L'argumentation de la partie requérante, selon laquelle le requérant bénéficiera d'un accueil limité, voire inexistant, en Croatie, car il devra introduire une nouvelle demande de protection internationale, n'est pas fondée. Comme relevé dans la décision de refus de séjour (point 1.2.),

- « il ressort du rapport AIDA Croatie, update 2022 que les demandeurs qui sont renvoyés d'autres États membres ne rencontrent en principe aucun obstacle pour accéder à la procédure d'octroi de la protection internationale en Croatie (p.53) ;

Considérant toutefois que ceux qui ont quitté la Croatie avant la fin de la procédure et dont la demande a donc été suspendue, doivent réintroduire une demande de procédure internationale (s'ils le souhaitent) une fois de retour en Croatie, et donc reprendre la procédure initiale, conformément à l'article 18, paragraphe 2, du règlement Dublin », et

- « si le rapport « AIDA Country Report: Croatia – 2022 Update » (pp.82-91) relève que dans certains cas, les demandeurs de protection internationale bénéficient de conditions d'accueil limitées (demande de protection internationale subséquente), le rapport précité met en évidence que les conditions d'accueil ne sont pas limitées pour les demandeurs ayant introduit une première demande de protection internationale, ainsi que pour les demandeurs en procédure Dublin (AIDA, p.82) ».

Quant à l'argument selon lequel les demandeurs de protection internationale sont considérés comme des « citoyens de seconde zone » en Croatie, la partie requérante reste en défaut d'expliquer en quoi cette circonstance atteindrait le seuil de gravité requis pour l'application de l'article 3 de la CEDH.

e) Au vu de l'ensemble de ce qui précède, la partie défenderesse n'a commis aucune erreur manifeste d'appréciation en considérant que la reconduite du requérant vers la Croatie, en exécution d'une décision de transfert préalable, n'entraînait pas un risque réel de violation de l'article 3 de la CEDH ou de l'article 4 de la Charte. La partie requérante ne démontre pas que la partie défenderesse n'a pas motivé l'acte attaqué suffisamment, à cet égard, ni qu'elle l'a pris sur la base d'informations factuelles inexactes ou au terme d'une appréciation manifestement déraisonnable.

4.4. Conclusion

Au vu de ce qui précède, le moyen n'est sérieux en aucune de ses branches.

L'une des conditions prévues pour que la suspension de l'exécution de l'acte attaqué, puisse être ordonnée, fait donc défaut.

La demande de suspension est rejetée.

